

DÉLIBÉRATION n°2025-01
Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes
Séance du 12 mars 2025

Adoption du compte-rendu du Conseil d'Administration
du 11 décembre 2024

Le Conseil d'Administration,

Vu le Code de l'éducation,

Vu le décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux Instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements

Vu le règlement intérieur de l'IEP,

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

Article unique

Le compte-rendu du Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes du 11 décembre 2024 est adopté.

Membres en exercice : 30 membres

Membres présents ou représentés : 21 membres

Votes : Refus de participer au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Pour : 21

Délibération : **adoptée.** refusée.

Le 12 mars 2025

Le Président
du Conseil d'Administration



Yann LEJOLIVET

Document(s) en annexe au présent extrait :

Compte-rendu du conseil d'administration 11 décembre 2024 (7 pages)

Extrait transmis au Recteur Chancelier des Universités le : 28/03/2025

Présents ou représentés

- (1) M. Yann Lejolyet, Président du Conseil d'administration)
- (2) M. Jérôme Lartigau (représentant de Mme Maryvonne Le Brignonen)
- (3) Mme Ballu-Gougeon
- (4) M. Marc Hervé (représentant de M. Jean-Luc Chenut)
- (5) M. Vincent Valentin
- (6) M. Romain Pasquier
- (7) M. Thibault Tellier
- (8) M. Gil Desmoulin
- (9) M. Nicolas Escach
- (10) Mme Claire Toupin-Guyot
- (11) Mme Gaëlle Petit
- (12) Mme Marta Iglesias
- (13) Mme Adeline Thobie
- (14) Mme Clara Burgin
- (15) Mme Marie Vinet
- (16) Mme Eva Jeanson
- (17) M. Baptiste Cadeau
- (18) M. Hani Bonetti
- (19) M. Andrea Amore
- (20) Mme Pauline Cardot
- (21) Mme Laurence Bertrand-Dorléac
- (22) M. Eric Hitti (représentant de M. David Alis)
- (23) Mme Marie-Laure Collet
- (24) Mme Armelle de Guibert
- (25) Mme Lou Presti

Membres ayant voix consultative

- (26) M. Pablo Diaz, Directeur de l'IEP
- (27) Mme Léa Escalmel, Association des Anciens

- (31) M. Luc Neuville
- (32) Mme Véronique Saint-Mleux
- (33) M. Sébastien Châble
- (34) Mme Nathalie Pruchon
- (35) M. Hugues Parola
- (36) M. Bruno Gatepaille
- (37) Mme Tiphaine Paris
- (38) Gwenaël Leblong-Masclat

Invités

- (28) Mme Myriam Ravalet-Guillet
- (29) Mme Cyrielle Leclerc
- (30) M. Cyril Rams

Procurations :

Mme Laurence Bertrand-Dorléac	Donne pouvoir à	M. Yann Lejolyet
M. Eric Hitti	Donne pouvoir à	M. Romain Pasquier
Mme Marie-Laure Collet	Donne pouvoir à	M. Yann Lejolyet
Mme Armelle de Guibert	Donne pouvoir à	Mme Romain Pasquier
Mme Lou Presti	Donne pouvoir à	M. Baptiste Cadeau

M. Lejolvivet ouvre la séance.

Mme Ravalet procède à l'appel et constate que le quorum est atteint.

M. Lejolvivet souhaite soumettre à l'approbation du conseil d'administration deux modifications de l'ordre du jour. En premier lieu, la délibération n° 2024-83 relative aux délégations de pouvoir du CA au Directeur doit être scindée en deux parties : l'une sur les délégations de pouvoir du CA au Directeur (2024-83) et l'autre sur les admissions en non-valeur et remises gracieuses (2024-96). En second lieu, il est proposé d'ajouter un point relatif à la domiciliation de l'association Territoires d'Outre-Rennes, en délibération n° 2024-97.

Les modifications de l'ordre du jour proposées sont adoptées à l'unanimité.

- **Adoption du procès-verbal du conseil d'administration du 6 novembre 2024**

Le procès-verbal du conseil d'administration du 6 novembre 2024 est adopté à l'unanimité.

1. FINANCES

- **Tarifs 2025-2026**

M. Diaz indique que cette première délibération reprend l'ensemble des tarifs en vigueur proposés par l'IEP – formation en alternance, formation continue, location des salles et université d'été.

La délibération 2024-74 est adoptée à l'unanimité.

- **Droits d'inscriptions**

M. Diaz précise que la présente délibération concerne les droits d'inscription et de concours. Pour rappel, en juin 2024, une délibération a été adoptée sur la réforme des droits, qui sont inchangés et s'appliqueront en septembre 2025. Par ailleurs, la convention sur le concours commun a été votée en septembre 2024 et les droits d'inscription pour les boursiers ont été diminués pour passer de 50 à 40 euros tandis que ceux des non-boursiers passaient de 180 à 210 euros. L'enjeu est désormais d'harmoniser ces droits pour l'ensemble des concours de 2^e et 4^e années. Les droits relatifs aux certificats d'études politiques en français et en anglais, individuels hors convention ont également été harmonisés.

La délibération 2024-75 est adoptée à l'unanimité.

- **Aide financière aux séjours d'études en 5 A**

M. Diaz rappelle qu'une première délibération a été votée en juin 2024 sur les séjours ou voyages d'études en Master 2. En effet, les sollicitations sont de plus en plus fréquentes à cet égard et l'enjeu est de simplifier la procédure de remboursement. Il a donc été décidé que pour un séjour d'études en France, chaque étudiant percevra la somme forfaitaire de 100 euros, et que ce montant sera porté à 200 euros pour un séjour d'études à l'étranger. Les conditions sont les suivantes : il doit s'agir d'un séjour d'études collectif et le directeur du parcours doit remettre une note mentionnant l'objet du séjour et la liste des noms de la promotion qui voyage. Le directeur des études des cycles Master devant, pour sa part, donner sa validation. Le responsable de parcours a pour responsabilité de trouver des partenaires pour compléter le financement du séjour d'études le cas échéant.

Mme Ravalet indique que ses services travaillent actuellement à une procédure pour fluidifier le processus de paiement.

La délibération 2024-76 est adoptée à l'unanimité.

- **Demande de subvention de l'Amicale des personnels**

M. Diaz indique que l'Amicale des personnels sollicite une subvention de 11 000 euros au titre de 2025. Cette association dynamique fait vivre l'Etablissement en organisant des événements et sorties culturelles pour les

personnels enseignants et administratifs. Elle joue en quelque sorte le rôle d'un CE et permet de fédérer les équipes. Elle compte donc beaucoup pour la vie de l'Etablissement et M. Diaz salue son action.

La délibération 2024-77 est adoptée à l'unanimité.

- **Demande de subvention de l'Association des Anciens**

M. Diaz tient à souligner l'importance de l'association des Anciens diplômés de Sciences Po Rennes dans la vie de l'Etablissement. Elle participe aux formations, aux forums des associations et de l'emploi ainsi qu'à des événements inter-sciences po. Elle intervient donc auprès des anciens diplômés, mais également pour les futurs diplômés dans leurs recherches de stages ou d'emplois. Elle aiguille également la Direction sur ce qui se passe dans le monde du travail en pointant les nouvelles tendances et les évolutions. Preuve de ce rôle important, des représentants de l'Association des Anciens sont présents au conseil d'administration en tant qu'invités permanents afin de contribuer à la réflexion stratégique de l'Etablissement.

Mme Escalmel souligne que ce partenariat dure depuis de longues années. En 2024, les comptes de l'association sont déficitaires du fait de la participation à plusieurs événements incontournables – prix Mirabeau organisé à Rennes, participation d'une équipe rennaise au JSPO... La subvention permet à l'association de fonctionner et de mener de nouveaux projets, telle que la récente refonte de son site internet par exemple.

M. Lejolviet salue les activités et le dynamisme de l'Association des Anciens et précise que la subvention demandée est de 3 000 euros.

La délibération 2024-78 est adoptée à l'unanimité.

- **Demande de subvention de l'Association des anciens élèves du cursus CIFA**

M. Diaz précise que le CIFA est le cursus intégré franco-allemand avec l'université d'Eichstätt. Ce double diplôme existe depuis 15 ans et concerne chaque année 24 étudiants. L'association des anciens, à l'image de ce cursus, est très dynamique et permet de faire vivre ce double diplôme au-delà du cursus académique.

M. Lejolviet précise qu'il s'agit d'une demande de subvention à hauteur de 400 euros.

La délibération 2024-79 est adoptée à l'unanimité.

- **Demande de subvention des associations de Master**

M. Desmoulin explique que ces associations réalisent des actions pour leurs formations respectives. Trois subventions sont demandées dans ce cadre, pour le Master Journalisme et enquêtes (400 euros), le Master Générations futures et transitions juridiques (300 euros), et le Master Agir Sud-parcours de Master ISUR (300 euros).

La délibération 2024-80 est adoptée à l'unanimité.

- **Programmation de la CVEC 2025**

M. Desmoulin rappelle que la CVEC correspond à une taxe acquittée par tous les étudiants du supérieur et versée au CROUS, qui reverse ensuite des montants aux établissements d'enseignement. Il est à noter que les montants de la CVEC au titre de 2025 ne sont pas encore stabilisés, mais il est acquis que l'IEP recevra au minimum 42 euros par étudiant. Ainsi, une somme de 70 000 euros, soit un montant très prudent, a été inscrite à ce titre au budget initial. Cette CVEC doit être répartie dans diverses politiques en faveur de la vie étudiante et Sciences Po Rennes contribue au-delà de ce montant pour financer les diverses actions. Ainsi, le budget total au profit de la vie étudiante est de 209 400 euros pour l'année 2025, attestant la politique volontariste de l'Etablissement dans ce domaine. Il convient enfin de noter que ce budget a été approuvé à l'unanimité lors de sa présentation en commission permanente de la vie étudiante.

M. Diaz précise qu'il s'agit d'une prévision pour 2025, étant entendu que le montant effectif de la CVEC peut être supérieur. Par ailleurs, le bilan de l'année 2024 en matière de vie étudiante devra être voté en mars 2025. Ce budget prévisionnel intègre une nouveauté avec le remboursement du TOEFL pour les élèves de 2^e année.

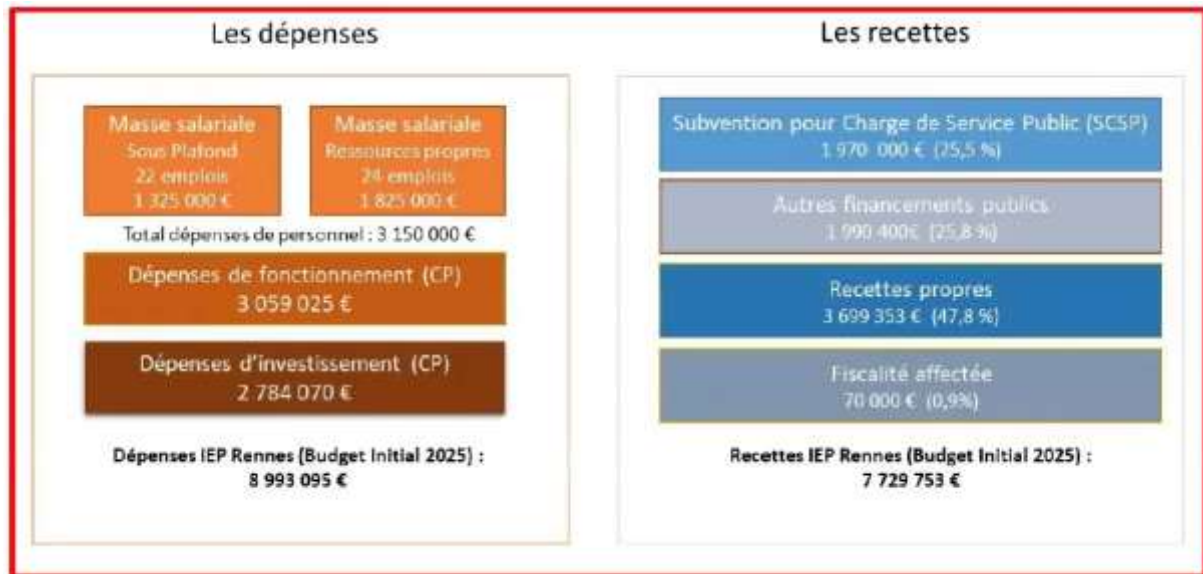
La délibération 2024-81 est adoptée à l'unanimité.

- **Budget initial 2025**

Une présentation est projetée en séance.

M. Diaz rappelle que le compte financier 2024 sera voté en mars 2025. En parallèle, le Budget initial 2025 est élaboré en décembre 2024. Pour rappel, le BI est un acte juridique de prévision et d'autorisation financières. Il est la traduction d'une volonté politique en lien avec un projet d'établissement.

M. Diaz indique que la masse salariale de l'IEP gérée par l'Etat (fonctionnaires administratifs et enseignants) représente 4,5 millions d'euros. En parallèle, le budget global de l'Etablissement, qu'il gère directement, est le suivant pour 2025 :



Sans les dépenses d'investissement, le budget global de l'Etablissement atteint environ 11 millions d'euros (masse salariale Etat et dépenses de l'Etablissement).

M. Diaz souligne que le contexte macroéconomique d'élaboration de ce BI est très particulier, et notamment marqué par un fort déficit public. Ce déficit public se creuse depuis des années et l'IEP, créé en 1990, n'a jamais bénéficié d'une conjoncture excédentaire. En parallèle, la dette et le service de la dette progressent également tandis que la croissance diminue. Le risque perçu par les agences de notation eu égard à la dette française a été réévalué et les taux d'intérêt ont mécaniquement augmenté pour les emprunts de l'Etat. En conséquence, l'Etat a décidé de mettre en place une politique budgétaire restrictive et les dépenses de l'enseignement supérieur en seront forcément impactées. Ainsi, l'Etablissement préfère anticiper, dans sa prévision, une baisse de la subvention pour charge de service public (SCSP). En outre, un gel de la création de postes pérennes dans l'ESR a été décidé et communiqué dans le cadre du dialogue stratégique de gestion avec le Ministère. Il convient également de noter une baisse des dotations des collectivités territoriales, qui pourrait impacter les ressources propres de l'IEP (dont 25 % dépendent de financements des collectivités territoriales). Enfin, les incertitudes sont importantes eu égard à l'apprentissage et des décisions seront prises, pour les Masters en alternance notamment.

M. Diaz précise que le BI 2025 a été construit sur la base des comptes 2024 et dans une démarche de réflexion pluriannuelle. Il repose également sur un effort de maîtrise des dépenses de fonctionnement – stabilisation de la masse salariale notamment. L'Etablissement cherche en outre à développer ses ressources propres et à améliorer en continu ses process financiers.

M. Diaz énumère ensuite les priorités du budget 2025 :

- lancement des travaux de la bibliothèque ;
- prospective sur l'offre de formation : étude sur les métiers d'avenir, trois nouveaux parcours de 5^e année, réflexion sur l'offre de parcours à Caen ;
- développement de la recherche : lancement de la CPJ et déploiement de nouvelles chaires ;

- politique de vie étudiante dynamique : élargissement du festival Nos Futurs, aide au TOEFL, développement du sport à Caen ;
- politique de transformation écologique et sociétale : investissements énergétiques (panneaux solaires, thermostats, parcs à vélos...)

M. Parola présente le détail des recettes et dépenses prévisionnelles du budget 2025 :

Les recettes

	BR2 2024	BI 2025	Diff	%
Subvention pour charges de service public (SCSP)*	2 083 849	1 970 000	-113 849	-5,46%
Subvention pour charges d'investissement				
Autres financements de l'Etat		39 000	39 000	
Fiscalité affectée	89 118	70 000	-19 118	-21,45%
Autres financements publics	1 057 158	1 951 400	894 242	84,59%
Recettes propres	3 585 039	3 699 353	114 314	3,19%

* Pas de notification définitive pour 2024 et prévisionnelle pour 2025

Il précise que la ligne « Autres financements publics » se décompose en aides des régions pour le programme PEI, en aides Erasmus de l'Union européenne et en recettes issues du compte de tiers (département d'Ille-et-Vilaine et Rennes Métropole) en lien avec l'investissement dans la nouvelle bibliothèque.

M. Parola en vient aux dépenses hors COMP :

Focus dépenses hors COMP						
	BR2 2024		BI 2025			
	AE	CP	AE	CP	Diff CP	%
Personnel	2 939 666	2 939 666	2 948 707	2 948 707	9 041	0,31%
Fonctionnement	2 806 199	2 920 265	2 940 521	2 892 421	-27 845	-0,95%
Investissement	4 129 002	1 250 803	264 688	2 774 070	1 523 267	121,78%
Totaux	9 874 867	7 110 734	6 153 916	8 615 198	1 504 464	21,16%

Il précise que l'année 2025 est marquée par de très grosses dépenses d'investissement du fait du projet de nouvelle bibliothèque. Enfin, le détail des dépenses dans le cadre du COMP est le suivant :

Focus dépenses COMP

	BR2 2024		BI 2025			
	AE	CP	AE	CP	Diff CP	%
Personnel	85 334	85 334	201 293	201 293	115 959	135,89%
Fonctionnement	143 066	29 000	85 707	166 605	137 605	474,50%
Investissement	12 164	12 164	10 000	10 000	-2 164	-17,79%
Totaux	240 564	126 498	297 000	377 898	251 400	198,74%

M. Parola indique que les principales données du BI 2025 sont liées à une augmentation des recettes (impact du compte de tiers pour le financement de la bibliothèque), des dépenses de fonctionnement à la hausse du fait du COMP, mais stables hors COMP, et un développement qui progresse grâce à la forte mobilisation des agents. Ainsi, le budget 2025 est construit à l'équilibre (à 26 288 euros) et permet de dégager une capacité d'autofinancement positive (304 000 euros). Le niveau final de la trésorerie est de 1,5 million d'euros, soit 90 jours de fonctionnement de l'IEP.

M. Diaz tient à souligner qu'à travers ce BI 2025, la trajectoire de retour à l'équilibre promise en 2024 est respectée. La structuration des outils et processus de pilotage doit se poursuivre et le défi majeur pour les années à venir est la reconstitution du fonds de roulement afin de maintenir la capacité d'investissement de l'IEP.

M. Neuville remercie les intervenants pour la clarté de la présentation. Il ajoute qu'une loi spéciale sera votée prochainement, afin de fonctionner début 2025 jusqu'à l'adoption d'une loi de finances. Cette situation délicate va probablement entraîner des restrictions budgétaires supplémentaires. Dès lors, l'adoption d'un budget prudent qui anticipe notamment une baisse de la SCSP lui semble très opportune. Il tient, par ailleurs, à souligner le travail réalisé au sein de l'IEP pour rétablir la trajectoire financière et améliorer la fiabilité des comptes et données budgétaires. En tant que contrôleur budgétaire, il estime que les critères de soutenabilité du budget sont réunis. Il

invite à maintenir, voire à développer le niveau de capacité d'autofinancement pour soutenir les futurs investissements.

M. Lejolivet remercie Monsieur Neuville pour les échanges éclairés et sincères avec le contrôleur budgétaire.

M. Rams confirme les propos de la Direction et du contrôle budgétaire eu égard au rétablissement de la trajectoire budgétaire de l'Etablissement et de l'amélioration de la maîtrise des processus financiers. Il note que la situation économique présentée en préambule va entraîner une raréfaction des financements extérieurs, ce qui implique que l'IEP devra dégager davantage de ressources propres pour générer du résultat et de la capacité d'autofinancement. Le travail sur la pluriannualité sera donc essentiel, même s'il est compliqué en contexte d'incertitude sur les financements de l'Etat.

Mme Saint-Mleux indique que le Recteur salue les efforts réalisés par l'IEP dans l'élaboration de ce budget. Elle confirme les propos sur le contexte incertain, qui invite à la prudence. Elle souligne enfin qu'en 2025, le Recteur deviendra le contrôleur budgétaire de l'Etablissement, mais qu'il continuera à travailler avec Monsieur Neuville et ses équipes.

M. Lejolivet tient à souligner le caractère exceptionnel du contexte politique et économique. La loi de finances ne sera pas adoptée avant le 31 janvier 2024 et la France n'a pas de gouvernement, ce qui constitue une situation inédite sous la V^e République. Dans un tel contexte, la prudence est donc de mise. M. Lejolivet soumet la délibération au vote.

La délibération 2024-82 est adoptée à l'unanimité.

2. MESURES REGLEMENTAIRES ET PRATIQUES

- **Délégations de pouvoir du CA au directeur**

Mme Ravalet explique qu'il s'agit de renouveler des délégations préexistantes suite au renouvellement de la nomination du Directeur en juillet 2024. Ces délégations du CA au Directeur ont pour objectif de simplifier les procédures et ont trait aux situations suivantes : octroi d'aides individuelles d'urgence aux étudiants, acceptation de dons et legs, souscription d'un bail, décision relative à un rabais ou une ristourne à des fins commerciales et possibilité d'ester en justice.

La délibération 2024-83 est adoptée à l'unanimité.

- **Admissions en non-valeur et remises gracieuses**

Mme Ravalet indique que ce point fait désormais l'objet d'une délibération à part entière, car il ne s'agit pas d'une délégation à proprement parler, mais d'une capacité du CA à proposer au Directeur d'admettre en non-valeur les créances inférieures à 5 000 euros ou les remises gracieuses en cas de gêne du débiteur inférieures à 5 000 euros.

La délibération 2024-96 est adoptée à l'unanimité.

- **Catégories de contrats, conventions et marchés soumis pour approbation du CA**

Mme Ravalet indique qu'il s'agit également du renouvellement d'un dispositif préexistant. L'article 22 du décret 89-902 régissant l'organisation des IEP propose que le CA fixe les catégories de contrats, conventions ou marchés qui doivent lui être soumis pour approbation. Les autres catégories sont directement approuvées par le Directeur. En l'occurrence, il est proposé de restreindre les présentations devant le CA aux marchés publics dont le montant excède 300 000 euros HT et aux autres accords financiers (hors marchés publics) dont le montant excède 200 000 euros, ainsi qu'aux conventions qui concernent le réseau des sept IEP du concours commun.

La délibération 2024-84 est adoptée à l'unanimité.

- **Accord d'attribution de droits de propriété intellectuelle**

Mme Ravalet explique que cet accord intervient dans le contexte du pôle universitaire d'innovation rennais, qui vise à renforcer la capacité des établissements concernés à valoriser et à réaliser le transfert des fruits de la recherche vers les entreprises. L'accord vise à définir un régime commun de propriété intellectuelle à tous les résultats valorisés au sein de l'EPE (dépôt des brevets et des logiciels). Il s'agit également de simplifier les démarches de

dépôt de ces brevets afin de déposer plus facilement des licences. Enfin, il est à noter qu'un retour financier des établissements ayant droit de ces brevets est prévu.

La délibération 2024-85 est adoptée à l'unanimité.

- **Demande de domiciliation de l'association « Sciencesp'east »**

M. Châble indique que Sciencesp'east est une association à vocation culturelle et pédagogique, dont l'objet est de faire découvrir les cultures dites « russophones » dans l'espace est-européen et centre-asiatique. Ses fondateurs se disent conscients du contexte particulier qui secoue la région et assurent que l'association se veut irréprochable sur le plan républicain et non-partisane.

La délibération 2024-86 est adoptée à l'unanimité.

- **Demande de domiciliation de l'association « Territoires d'Outre-Rennes »**

M. Châble précise que l'association a pour objectif d'organiser un festival au printemps 2025 visant à mettre en lumière les multiples facettes des territoires d'outre-mer (culture, politique, économie, sociologie, arts, gastronomie...).

La délibération 2024-97 est adoptée à l'unanimité.

3. FORMATION CONTINUE

- **Formation eMBA « Transitions Territoriales »**

M. Diaz souligne que cette formation a très bien fonctionné pour sa première année et que sept nouveaux prospects sont identifiés pour la deuxième promotion.

M. Tellier confirme le succès de cette première promotion et indique que la deuxième promotion devrait commencer son cursus le 9 janvier 2025. Plusieurs dossiers sont en cours d'examen et de discussion, en lien avec les restrictions budgétaires dans le domaine de la formation continue. Pour autant, cette formation a été très appréciée et va se poursuivre.

La délibération 2024-87 est adoptée à l'unanimité.

- **Convention Formation qualifiante « Métiers du politique » en partenariat avec l'ENS**

- **Maquette Formation qualifiante « Métiers du politique »**

Les deux points sont traités conjointement.

M. Diaz explique qu'il s'agit d'une nouvelle formation continue à destination des élus et des cadres territoriaux. Ce projet est porté en partenariat avec l'ENS.

M. Leblong-Masclet estime que cette proposition d'eMBA vient utilement compléter l'offre de formation continue de l'IEP. Elle répond à un besoin de formation non traité dans le Grand Ouest à ce jour. Sa maquette s'articule autour de 120 heures de formation, réparties en cinq unités d'enseignement, et est organisée en alternance sur une année universitaire. Le profil visé est celui des collaborateurs des élus locaux ou nationaux, mais la proposition pourrait s'ouvrir à des élus ou à des cadres de la fonction publique territoriale. Il est à noter que cette maquette possède une particularité inédite par rapport aux autres propositions de cette nature, puisqu'une des UE sera dédiée au rapport aux sciences, devenu un enjeu crucial dans le débat public et l'action politique.

La délibération 2024-88 est adoptée à l'unanimité.

4. PÉDAGOGIE

- **Convention 2024-2025 avec les lycées conventionnés pour l'examen d'entrée directe des CPGE en 2 A et 4 A**

Mme Iglesias indique que la liste des 24 lycées concernés par cette convention est quasiment inchangée et qu'elle est disponible sur le site internet de l'établissement.

- **Règlement d'examen d'entrée directe en 2 A pour les CPGE des Lycées conventionnés 2025-2026**

Mme Iglesias explique que les épreuves d'admission en 2^e année comportent toujours un écrit d'une heure sur un sujet de culture générale suivie d'un entretien de motivation de 15 minutes avec un jury composé de deux enseignants. Les deux épreuves se déroulent sur la même journée (écrit le matin et oral l'après-midi).

Mme Pruchon précise que les candidats sont sélectionnés par les lycées et qu'ils doivent choisir entre trois vœux (campus de Rennes, de Caen et CIFA). Environ 150 candidats se présentent à ce concours et 50 sont retenus.

La délibération 2024-89 est adoptée à l'unanimité.

- **Règlement d'examen d'entrée directes en 4 A pour les CPGE des Lycées conventionnés 2025-2026**

Mme Iglesias indique que l'épreuve d'admission en 4^e année est un entretien de 30 minutes, dont 5 minutes en anglais. Cette épreuve intervient après une phase de sélection sur dossier menée à bien par deux enseignants.

La délibération 2024-90 est adoptée à l'unanimité.

- **Règlement de l'examen d'entrée directe en 2 A Caen du 19 juin 2025**

Mme Iglesias précise qu'il n'y a pas de modification par rapport à l'année précédente.

M. Diaz souligne que ce concours a été mis en place en 2024, sous le même format que le concours commun d'entrée en 1^{ère} année. Il s'agit d'une question écrite en histoire et langue. Désormais, deux tiers des étudiants sont issus de ce recrutement.

Mme Pruchon indique que le prochain concours aura lieu le 11 juin 2025.

La délibération 2024-91 est adoptée à l'unanimité.

- **Règlement de l'examen d'admission directe en 4 A 2025**

M. Desmoulin précise que le format de cet examen n'évolue pas. Il rappelle qu'il est ouvert à des étudiants ayant déjà obtenu 180 ECTS et qui pourront ainsi intégrer un des parcours de grade Master ou de Master et obtenir, *in fine*, le diplôme de Sciences Po Rennes.

La délibération 2024-92 est adoptée à l'unanimité.

- **Capacités d'accueil en M1 des Masters mention Politiques Publiques 2025-2026**

M. Desmoulin souligne que les capacités indiquées dans les présentes délibérations correspondent à des seuils minimaux, car une attribution par le biais du Rectorat est possible.

La délibération 2024-93 est adoptée à l'unanimité.

- **Capacités d'accueil en M1 du master « Mention Sciences Politiques parcours Affaires publiques européennes »**

La délibération 2024-94 est adoptée à l'unanimité.

- **Capacités d'accueil en M1 du master « Villes et environnements urbains »**

La délibération 2024-95 est adoptée à l'unanimité.

QUESTIONS DIVERSES

Sans objet.

INFORMATION DE LA DIRECTION

M. Diaz indique que suite à un courrier des représentants élus des étudiants, un travail de réflexion a été engagé afin de mieux représenter les étudiants caennais au conseil d'administration. M. Diaz estime qu'il s'agit d'une intention louable qu'il espère voir aboutir en mars 2025.

*

M. Diaz annonce que des travaux sont en cours dans les salles informatiques. Par ailleurs, le parc à vélos et les casiers des étudiants seront installés en début 2025. Enfin, le début des travaux de la bibliothèque va être décalé au printemps.

*

M. Diaz informe les administrateurs que le festival Artefact inter-sciences po aura lieu les 8 et 9 février à Rennes.

*

M. Diaz indique que l'Etablissement avance bien sur le dossier de la convention avec l'IPAG, avec un objectif d'intégrer la gestion des locaux par Sciences Po en 2025.

*

M. Diaz précise que la chaire TMAP fêtera ses 10 ans en 2025.

M. Pasquier indique qu'à cette occasion, la chaire TMAP organisera sa dixième école d'été à l'île de Groix, sur le thème des « territoires désirables ».

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.